

Fiche de révision_V. Barrachina_ Chapitre : Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

I. La dynamique des inégalités

A. Comment ont évolué les inégalités économiques depuis le début du XXe siècle ?

Depuis le début du 20ème siècle on observe unedes inégalités économiques (jusqu'au début des années 80). Depuis, les inégalités augmentent de nouveau, on observe particulièrement une hausse des revenus duet une baisse dudétenu par les plus modestes.

B. Le caractère multiforme et cumulatif des inégalités économiques et sociales

Les inégalités sont..... Cependant, ces inégalités ne sont pas indépendantes les unes des autres, elles sont liées entre elles par des processusqui alimentent la polarisation de la structure sociale : les avantages des uns s'additionnent pendant que les désavantages des autres se renforcent mutuellement.

II. Qu'est-ce qu'une société juste ?

A. Quelles sont les différentes formes d'égalités ?

- Egalité des: situation dans laquelle ce qui est légalement possible pour un individu doit l'être pour tous les autres.
- Egalité des.....: situation qui permet à tous les individus de disposer des mêmes chances d'accès aux différentes professions et positions sociales, indépendamment de leur sexe, de leur religion, de leur origine sociale, etc.
- Egalité des(dite aussi égalité réelle) : situation dans laquelle les individus disposent d'un même accès effectif à une ressource socialement valorisée.

B. Quelles sont les différentes conceptions de la justice sociale ?

Quelles sont les inégalités qui peuvent être considérées comme justes et lesquelles sont injustes ? Pour cela, on retrouve différentes conceptions de la justice sociale :

-: la justice sociale consiste à rechercher « le plus grand bonheur du plus grand nombre ». Les actions de réduction des inégalités doivent être menées que si elles permettent d'améliorer le bonheur du plus grand nombre.
-: une société juste est une société qui respecte les libertés individuelles et les droits de propriété. C'est l'égalité des droits qui, l'Etat ne doit pas intervenir pour corriger les inégalités.
-: une société juste est une société dans laquelle les individus sont égaux. C'est l'égalité des situations qui compte, la lutte contre les inégalités est primordiale.
-: une société juste est une société qui respecte les libertés fondamentales, et donne les mêmes possibilités de réussite à l'ensemble des individus. Il faut donc corriger les inégalités afin de garantir l'égalité des chances.

III. Quelle est l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale ?

A. Les outils à disposition des pouvoirs publics

1. La fiscalité

La fiscalité est un moyen de réduire les inégalités lorsque les prélèvements sont(exemple, l'impôt sur le revenu .Au contraire, des impôtsqui n'ont pas d'effets sur les inégalités et des impôtsqui viennent accentuer les inégalités.

2. La protection sociale

	Redistribution verticale	Redistribution horizontale
Type protection
Objectifs	Réduire les inégalités, Soutenir la demande	Couvrir les risques sociaux (maladie, chômage, vieillesse, maternité, accidents...), Solidarité
Financement	En particulier par la fiscalité	En particulier par les cotisations sociale
Exemples	Bourses, CMU	Allocation chômage, retraite

3. Les services collectifs

La production definancée par la fiscalité permet de réduire des inégalités en favorisant un accès gratuit ou quasi gratuit de tous à certains services comme les soins, la justice, l'éducation...cela permet également aux individus d'un même territoire d'avoir accès à des services similaires.

4. Les mesures de lutte contre les discriminations

Afin de garantir la justice sociale, les pouvoirs publics peuvent lutter contre les discriminations. Cela passe par la(parité hommes/femmes en politique...) mais également par des politiques de.....

B. Les limites de l'action des pouvoirs publics

1. La contrainte de financement

Afin de financer leur action les pouvoirs publics ont plusieurs solutions. Ils peuvent augmenter les..... ce qui risque de pénaliser la demande. Ils peuvent également financer par la..... Cependant, la dette est élevée et donc limite l'utilisation de celle-ci.

2. Le débat de l'efficacité

Malgré les différentes mesures de justice sociale, les..... restent importantes. Les plus hauts revenus voient leur revenu et leur patrimoine exploser, lereste important. Certains services collectifs, même s'ils permettent un accès à tous bénéficient davantage aux plus favorisés (exemple : enseignement supérieur).

3. Le débat de la légitimité

La légitimité de l'impôt repose d'abord sur leà l'impôt. Cela suppose, la recherche d'un consensus sur lede prélèvements souhaitable et que son poids est réparti de façon équitable et donc que chacun contribue en fonction de ses facultés. Les stratégies dede peuvent être considérées comme l'effet d'un manque de consentement à l'impôt. Il y a un sentiment d'injustice fiscale, notamment de la part des catégories les moins favorisés et des indépendants qui ne voient pas les bénéfices de leurs impôts mais observent plutôt un recul des

4. Le risque d'effets pervers

Les revenus versés dans le cadre de la redistribution sont accusés d'entretenir une certaineau travail : trappe à inactivité et trappe à pauvreté. Ces théories ne prennent pas en compte le rôle intégrateur du travail.

Fiche de révision_V. Barrachina_ Chapitre : Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

I. La dynamique des inégalités

A. Comment ont évolué les inégalités économiques depuis le début du XXe siècle ?

Depuis le début du 20ème siècle on observe une **réduction des inégalités** économiques (jusqu'au début des années 80). Depuis, les **inégalités augmentent de nouveau**, on observe particulièrement une **hausse des revenus du top 1%** et une **baisse du patrimoine** détenu par les **plus modestes**.

B. Le caractère multiforme et cumulatif des inégalités économiques et sociales

Les **inégalités sont multidimensionnelles**. Cependant, ces **inégalités** ne sont pas indépendantes les unes des autres, elles sont liées entre elles par des **processus cumulatifs** qui alimentent la polarisation de la structure sociale : les avantages des uns s'additionnent pendant que les désavantages des autres se renforcent mutuellement.

II. Qu'est-ce qu'une société juste ?

A. Quelles sont les différentes formes d'égalités ?

- **Egalité des droits** : situation dans laquelle ce qui est légalement possible pour un individu doit l'être pour tous les autres.
- **Egalité des chances** : situation qui permet à tous les individus de disposer des mêmes chances d'accès aux différentes professions et positions sociales, indépendamment de leur sexe, de leur religion, de leur origine sociale, etc.
- **Egalité des situation** (dite aussi égalité réelle) : situation dans laquelle les individus disposent d'un même accès effectif à une ressource socialement valorisée.

B. Quelles sont les différentes conceptions de la justice sociale ?

Quelles sont les inégalités qui peuvent être considérées comme justes et lesquelles sont injustes ? Pour cela, on retrouve différentes conceptions de la **justice sociale** :

- **L'utilitarisme** : la justice sociale consiste à rechercher « le plus grand bonheur du plus grand nombre ». Les actions de réduction des inégalités doivent être menées que si elles permettent d'améliorer le bonheur du plus grand nombre.
- **Le libéralisme** : une société juste est une société qui respecte les libertés individuelles et les droits de propriété. C'est l'égalité des droits qui, l'Etat ne doit pas intervenir pour corriger les inégalités.
- **L'égalitarisme strict** : une société juste est une société dans laquelle les individus sont égaux. C'est l'égalité des situations qui compte, la lutte contre les inégalités est primordiale.
- **L'égalitarisme libéral** : une société juste est une société qui respecte les libertés fondamentales, et donne les mêmes possibilités de réussite à l'ensemble des individus. Il faut donc corriger les inégalités afin de garantir l'égalité des chances.

III. Quelle est l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale ?

A. Les outils à disposition des pouvoirs publics

1. La fiscalité

La fiscalité est un moyen de **réduire les inégalités** lorsque les prélèvements sont **progressifs** (exemple, l'impôt sur le revenu : plus les revenus déclarés sont importants, plus le taux d'imposition sur le revenu est élevé). Au contraire, des impôts proportionnels qui n'ont pas d'effets sur les inégalités et des impôts forfaitaires qui viennent accentuer les inégalités.

2. La protection sociale

	Redistribution verticale	Redistribution horizontale
Type protection	Assistance	Assurance
Objectifs	Réduire les inégalités, Soutenir la demande	Couvrir les risques sociaux (maladie, chômage, vieillesse, maternité, accidents...), Solidarité
Financement	En particulier par la fiscalité	En particulier par les cotisations sociale
Exemples	Bourses, CMU	Allocation chômage, retraite

3. Les services collectifs

La production de **services collectifs financée par la fiscalité permet de réduire des inégalités** en favorisant un accès gratuit ou quasi gratuit de tous à certains services comme les soins, la justice, l'éducation...cela permet également aux individus d'un même territoire d'avoir accès à des services similaires.

4. Les mesures de lutte contre les discriminations

Afin de garantir la justice sociale, les pouvoirs publics peuvent lutter contre les **discriminations**. Cela passe par la **loi** (parité hommes/femmes en politique...) mais également par des politiques de **discrimination positive**.

B. Les limites de l'action des pouvoirs publics

1. La contrainte de financement

Afin de financer leur action les pouvoirs publics ont plusieurs solutions. Ils peuvent **augmenter les impôts** ce qui risque de pénaliser la demande. Ils peuvent également financer par la **dette**. Cependant, la dette est élevée et donc limite l'utilisation de celle-ci.

2. Le débat de l'efficacité

Malgré les différentes mesures de justice sociale, les **inégalités restent importantes**. Les plus hauts revenus voient leur revenu et leur patrimoine exploser, le taux de pauvreté reste important. Certains services collectifs, même s'ils permettent un accès à tous bénéficient davantage aux plus favorisés (exemple : enseignement supérieur).

3. Le débat de la légitimité

La **légitimité de l'impôt repose d'abord sur le consentement à l'impôt**. Cela suppose, la recherche d'un **consensus sur le niveau de prélèvements souhaitable** et que son poids est réparti de façon équitable et donc que chacun contribue en fonction de ses facultés. Les **stratégies de contournement fiscal** de peuvent être considérées comme l'effet d'un manque de consentement à l'impôt. Il y a un **sentiment d'injustice fiscale**, notamment de la part des catégories les moins favorisés et des indépendants qui ne voient pas les bénéfices de leurs impôts mais observent plutôt un recul des services publics.

4. Le risque d'effets pervers

Les revenus versés dans le cadre de la redistribution sont accusés d'entretenir une certaine désincitation au travail : **trappe à inactivité et trappe à pauvreté**. Ces théories ne prennent pas en compte le rôle intégrateur du travail.